



Lancement d'un nouvel appel à projet dans le cadre du fonds d'expérimentations pour la jeunesse

« Mettre les pratiques artistiques et culturelles au service de l'autonomie des jeunes »

Constats et enjeux de ce nouvel appel à projets

▮ Les activités artistiques¹ et culturelles² sont l'un des moyens privilégiés d'expression de la jeunesse, de son identité ; elles permettent aux jeunes d'inventer de nouveaux modes d'expression, de voir leurs talents reconnus, ou encore d'apprendre à travailler en équipe, de se réaliser dans une démarche collective... bref, de faire leurs premiers pas vers l'autonomie. Elles constituent donc un levier d'accès à la socialisation, à la responsabilité et à la citoyenneté. Elles représentent donc à la fois un enjeu artistique et un enjeu d'insertion sociale.

▮ Les opportunités d'accès des jeunes à la culture, celles qui leur sont offertes pour mener à bien un projet culturel notamment en liaison avec les institutions artistiques, sont très variées sur l'ensemble du territoire.

▮ Afin d'aller au bout de ces possibilités et de **faire de ces pratiques artistiques et culturelles un véritable outil d'insertion sociale**, il est nécessaire de repenser leur accompagnement et d'ouvrir le champ des opportunités offertes aux jeunes pour exprimer leurs talents. Il nous faut agir pour **consolider les moyens mis en œuvre pour que l'ensemble des jeunes qui le souhaitent puisse s'engager dans des activités artistiques et culturelles et valoriser les compétences acquises au travers de ces pratiques**, dans leur parcours à long terme vers l'autonomie, vers l'insertion sociale, mais aussi, vers l'emploi.

¹ Les pratiques artistiques constituent les formes d'expression qui prennent appui sur un art (danse, théâtre, arts plastiques, écriture...) et font appel à la créativité individuelle ou collective.

² Les pratiques culturelles sont l'ensemble des formes de diffusion, de mise en circulation, d'échange et de partage autour des biens culturels (fréquentation des musées, cinéma, monuments, écoute de musique...).

Engagement financier

Une enveloppe de 2,5 millions d'euros est dédiée à cet appel à projets, dont 500 000 euros dans le cadre du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ), et 2 millions d'euros apportés par la Fondation Total.

Comment fonctionne l'appel à projets ? Qui pourra candidater ? Sous quelles conditions ?

Tout porteur de projet public ou privé (hors Etat), pourra candidater.

Les dossiers sont évalués par un évaluateur indépendant

Des jurys indépendants procèdent à une phase d'analyse des dossiers reçus. L'analyse porte à la fois sur le contenu, la méthodologie et les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation, mais aussi sur une analyse sur la qualité du protocole d'évaluation.

Concernant le projet d'expérimentation, trois critères fondamentaux président à l'analyse des projets :

- l'originalité et la valeur ajoutée des réponses apportées
- la capacité à produire des enseignements généralisables,
- la qualité de la construction du projet (la méthodologie rigoureuse, des modalités opérationnelles explicites, l'ancrage territorial, les partenariats institutionnels, la viabilité financière, etc.)

PROGRAMME 1

Mettre en cohérence les activités culturelles scolaires, péri et extra-scolaires et réduire les inégalités relatives à l'accès aux offres culturelles

Constats

S'il existe une prise en compte appropriée des demandes spécifiques des jeunes publics (0 à 15 ans), il existe peu de mesures spécifiques, en dehors de conditions tarifaires avantageuses, pour les 16-25 ans.

De plus, l'articulation entre les actions menées dans le temps scolaire et les temps non-scolaires n'est pas toujours assurée. Les différents réseaux (éducatifs, culturels, associatifs, sociaux) commencent à travailler ensemble mais restent encore cloisonnés. Ce qui pose la question du continuum d'une action culturelle publique pour la jeunesse.

De même, si les collectivités territoriales se sont largement investies dans le domaine culturel et que leurs initiatives ont souvent permis de fédérer les acteurs, il subsiste de fortes disparités selon les territoires.

En outre, l'élargissement de l'accès des publics à la culture ne peut être le seul fait des lieux de culture. Les structures d'accueil des jeunes, les réseaux et associations d'éducation populaire et l'ensemble des acteurs de la solidarité doivent, en conséquence, se considérer et être considérés comme des partenaires et des relais incontournables des sites culturels.

Par ailleurs, l'information sur l'offre culturelle en direction des jeunes est parfois insuffisante, peu accessible ou mal identifiée. L'accès aux institutions culturelles, aux lieux du patrimoine et aux œuvres artistiques reste encore trop souvent réservé à une partie seulement de la jeunesse, excluant de nombreux jeunes des apports de connaissances pour une meilleure compréhension de l'histoire, de ses symboles et de l'évolution des formes artistiques.

Si ces constats semblent partagés par les acteurs des politiques culturelles, qu'il s'agisse de l'Etat et ses services déconcentrés, des collectivités territoriales, et plus largement des opérateurs, les actions et dispositifs mis en œuvre ne sont pas toujours articulés : la recherche d'une meilleure cohérence entre politiques de développement culturel, actions de démocratisation ou volet culturel de politiques particulières (politique de la ville, dispositifs jeunesse ...), mérite de faire l'objet d'innovation et d'expérimentations.

Objectifs du programme

Développer les formes innovantes d'accès à l'offre culturelle pour les jeunes de 14 à 25 ans en difficultés sociales, culturelles, professionnelles, géographiques (zones rurales ou périurbaines) qui, tout en veillant à mettre en cohérence les actions menées dans le temps scolaire et hors temps scolaire, s'attachent à proposer :

- une information permettant une meilleure connaissance des dispositifs et ressources du territoire à leur disposition, élaborées selon des modalités de partenariat qui visent à décloisonner l'offre existante ;
- des démarches communes menées par des institutions culturelles et des associations, plus largement par un réseau territorial d'acteurs, pour réduire les barrières symboliques et permettre aux jeunes de se situer par rapport à l'évolution des différentes formes de culture et de mieux les investir par eux-mêmes ;
- des stratégies institutionnelles intégrant les différences intergénérationnelles afin de penser une offre plus adaptée ;
- un accompagnement spécifique notamment lors des festivals, grandes expositions, concerts, opéras, ballets,... à la fois en amont dans une logique de projet éducatif, et plus largement en vue d'inventer des

modalités pour inscrire les pratiques événementielles dans une logique durable.

Il est souhaitable que l'ensemble de ces propositions intègrent également les préoccupations d'ordre financier (coût) sans toutefois se limiter à des offres tarifaires avantageuses et, surtout, s'agissant des jeunes ruraux, d'accessibilité (transports).

Les expérimentations ne peuvent se limiter aux offres du type « pass culture », « ticket culture » ou « pack culture »...etc, proposées par de nombreux organismes et collectivités territoriales qui ont bien évidemment toute leur légitimité, mais ne sont pas l'objet de cette expérimentation.

Cadre d'intervention

Les projets devront obligatoirement intégrer :

- **une innovation** et/ou une **valeur ajoutée** par rapport à l'activité courante ou habituelle du porteur de projet
- **un partenariat** entre les différents acteurs
- un calendrier précis du projet d'expérimentation et de son évaluation (qui ne doit pas excéder 36 mois).

Un intérêt tout particulier sera porté aux expérimentations qui s'attacheront à la situation des jeunes résidant en zone rurale.

PROGRAMME 2

Favoriser les pratiques artistiques et encourager l'expression des jeunes

Constats

L'apport créatif, le potentiel d'innovation des jeunes est un facteur important du renouvellement de la création. La question aujourd'hui n'est plus tant celle de l'accès de tous à la culture, mais bien de l'accès de tous à toutes les formes de culture. Les lieux de culture se doivent, plus que jamais aujourd'hui, de créer ces temps de partage, d'échanges, en s'ouvrant à l'altérité et en promouvant la diversité culturelle. Par ailleurs, favoriser des échanges et confrontations entre toutes les cultures dans l'espace public devrait permettre la "reconnaissance" de l'expression culturelle des jeunes par les autres, autant que la "reconnaissance" des cultures celle de toutes les formes de culture par les jeunes.

Les jeunes sont à la recherche de lieux de ressources mais aussi d'échanges entre « pairs » ou avec des artistes professionnels pour construire leurs projets. Les institutions ne remplissent pas ou très peu ce rôle. Quand des initiatives existent, elles sont mal connues ou peu diffusées dans les réseaux d'information que fréquentent les jeunes. De même l'information sur les dispositifs d'aide à la création n'est pas suffisamment diffusée en dehors des réseaux institutionnels.

Enfin, l'accompagnement des pratiques artistiques et culturelles des jeunes, quand il existe, n'est pas toujours de qualité. Les animateurs associatifs et médiateurs culturels ainsi que les intervenants des services du développement du public dans les institutions et structures culturelles ne sont pas toujours suffisamment formés, notamment en matière d'égalité de traitement ou de promotion de l'égalité des chances dans l'accompagnement des publics vers l'offre.

Objectifs du programme

Il s'agit de développer des démarches innovantes qui favorisent la prise d'autonomie par les pratiques artistiques des jeunes de 16-25 ans en difficultés sociales ou culturelles, géographiques (zones péri-urbaines ou rurales). Une attention particulière sera portée aux pratiques artistiques « non instituées » dans leur diversité et aux pratiques de création numérique. Il s'agira de :

- donner une meilleure visibilité aux dispositifs soutenant la création pour les pratiques en amateurs ;
- ouvrir l'accès à des lieux de pratique (reconnus), à des ateliers de création ou à des plateformes de ressources de mutualisation et d'échange, entre pairs et permettre la valorisation de ces pratiques ;
- développer les rencontres entre praticiens amateurs et artistes professionnels (issus de différentes disciplines artistiques) dans des processus pérennes ;
- permettre un égal accès des garçons et des filles à toutes les formes artistiques, et favoriser l'émergence de pratiques collectives reposant sur la mixité ;
- mettre en place des dispositifs innovants avec des temps de formation commune pour améliorer la qualité de l'accompagnement de l'ensemble des animateurs et des médiateurs pour mutualiser leurs pratiques (par exemple sur le « modèle » des médiateurs de la cité des sciences).

Cadre d'intervention

Les projets devront obligatoirement intégrer :

- **une innovation** et/ou une **valeur ajoutée** par rapport à l'activité courante ou habituelle du porteur de projet
- **un partenariat** entre les différents acteurs
- un calendrier précis du projet d'expérimentation et de son évaluation (qui ne doit pas excéder 36 mois).

Un intérêt tout particulier sera porté aux expérimentations qui s'attacheront à la situation des jeunes résidant en zone rurale.

PROGRAMME 3

Favoriser l'insertion professionnelle par la pratique artistique

Constats

Le secteur culturel peut être un domaine d'investissement mais aussi d'insertion professionnelle des jeunes, un choix de carrière ou une passerelle vers le monde professionnel. Ces formes d'insertion par l'activité artistique et culturelle doivent être soutenues et professionnalisées, notamment pour lutter contre la précarisation des jeunes aux marges de l'emploi culturel.

Le service public de l'emploi est encore insuffisamment adapté aux demandes spécifiques du secteur culturel, tant côté employeur que demandeurs d'emploi. Les dispositifs actuels d'accompagnement vers l'emploi ou d'aide à la création d'entreprises, tels qu'ils existent actuellement, ne prennent pas ou peu en compte les besoins spécifiques du secteur culturel faute de connaissance de ses particularités ; et inversement, le secteur culturel ne dispose pas toujours de compétences dans les domaines administratif, juridique ou économique.

De façon plus large, les acquis des pratiques culturelles et artistiques constituent une plus-value en termes de compétences, de savoir-faire et de savoir-être transférables dans la vie professionnelle, et dans toutes sortes de métiers, sans que les jeunes ou leurs employeurs potentiels en aient toujours conscience – là où les habilités acquises dans une pratique sportive sont largement reconnues comme facteurs d'insertion professionnelle. Le livret de compétences (qui a fait l'objet d'un précédent appel à projets) est une première étape pour valoriser ces savoir-faire acquis aussi bien dans le contexte scolaire qu'hors temps scolaire. Encore est-il nécessaire qu'ils puissent être clairement explicités à la fois par les intervenants et par les jeunes.

Objectifs du programme

Il s'agit de mettre en place un processus d'identification et de valorisation des compétences culturelles et artistiques acquises hors temps d'éducation formels (y compris dans le cadre de pratiques numériques), afin de les valoriser dans le parcours social des jeunes, et notamment lors de la recherche d'emploi, vis-à-vis notamment des employeurs qui ne sont pas dans le champ culturel.

Il s'agit aussi de favoriser la découverte des métiers culturels porteurs de débouchés (métiers concernant la lumière, les décors, les costumes, le patrimoine, la création numérique, etc.).

Cadre d'intervention

Les projets devront obligatoirement intégrer :

- **une innovation** et/ou une **valeur ajoutée** par rapport à l'activité courante ou habituelle du porteur de projet
- **un partenariat** entre les différents acteurs
- un calendrier précis du projet d'expérimentation et de son évaluation (qui ne doit pas excéder 36 mois).

Un intérêt tout particulier sera porté aux expérimentations qui s'attacheront à la situation des jeunes résidant en zone rurale.